

Surveillance du chikungunya, de la dengue et du Zika

En France métropolitaine, *Aedes albopictus* dit « moustique tigre » est implanté dans 42 départements. En 2018, le **Bas-Rhin et le Haut-Rhin sont classés comme départements de niveau 1** du *Plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en France métropolitaine*, en raison de l'implantation durable du moustique vecteur. Ces départements intègrent le dispositif de surveillance renforcée du chikungunya, de la dengue et du Zika en métropole, actif du 1^{er} mai au 30 novembre chaque année.

Entre le 1^{er} mai et le 29 juin 2018, **2 cas importés de dengue ont été confirmés dans le Grand Est**, contre 2 cas de dengue et 2 cas de chikungunya l'année dernière sur la même période.

Système Alerte Canicule et Santé - Bilan 2017

Du 1^{er} juin au 31 août 2017, la région Grand Est a connu un épisode caniculaire fin juin, ainsi qu'un épisode de fortes chaleurs début juillet.

Lors de l'épisode caniculaire du 19 au 23 juin, une augmentation des recours aux urgences hospitalières et aux associations SOS Médecins pour pathologies en lien avec la chaleur a été observée, toutes classes d'âges confondues. Cependant, le nombre de décès observés durant cette période est resté dans les valeurs habituellement observées à cette époque de l'année.

Lors de l'épisode de fortes chaleurs du 5 au 7 juillet, on a également observé une augmentation des recours aux urgences hospitalières et aux associations SOS Médecins, toutes classes d'âge confondues. Le nombre de décès observés durant cette période est également demeuré dans les seuils habituellement observés.

Autres surveillances régionales

Mortalité toutes causes (données Insee) - Page 4

D'après les données disponibles au 4 juillet, les données sont dans les fluctuations habituelles.

Faits marquants

Epidémie de rougeole : nombre de cas hebdomadaire stable

La rougeole touche actuellement plusieurs régions françaises et l'augmentation rapide du nombre de cas depuis le début de l'année peut faire craindre une nouvelle épidémie importante sur l'ensemble du territoire. Dans ce contexte, Santé publique France publie [un point de situation](#) et rappelle que la vaccination est le seul moyen de se protéger contre la rougeole. Au 27 juin 2018, on observe une stabilisation du nombre de nouveaux cas hebdomadaires depuis la semaine 19 (7 au 13 mai 2018).

Cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France en 2015

D'après les données publiées dans le [Bulletin Epidémiologique Thématique](#), quatre cancers sur dix environ étaient attribuables en 2015 en France à des facteurs de risque liés au mode de vie et à l'environnement.

Les résultats soulignent à nouveau le poids de la consommation de tabac en France, cause de 20% des cancers en 2015. L'alcool constitue la deuxième cause de cancer en France, responsable de 8% des nouveaux cas en 2015, suivi par l'alimentation (5,7%) chez les hommes et le surpoids et l'obésité (6,8%) chez les femmes

SURVEILLANCE DU CHIKUNGUNYA, DE LA DENGUE ET DU ZIKA

Aedes albopictus, communément appelé « moustique tigre », est originaire d'Asie. Cette espèce, particulièrement agressive et nuisible, peut dans certaines conditions transmettre des maladies telles que le chikungunya, la dengue ou le Zika. En France métropolitaine, ce moustique se développe de manière significative depuis 2004 ; il est désormais implanté dans **42 départements** (figure 1).

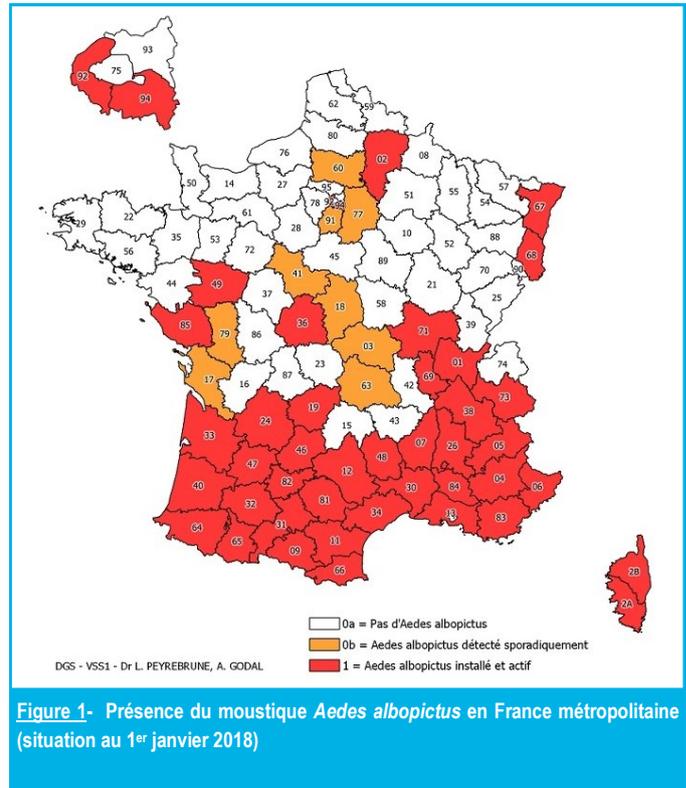
En 2018, le **Bas-Rhin** et le **Haut-Rhin** sont classés comme départements de niveau 1 du *Plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en France métropolitaine*, en raison de l'implantation durable du moustique tigre. Ces départements intègrent le dispositif de surveillance renforcée du chikungunya, de la dengue et du Zika en métropole, actif du 1^{er} mai au 30 novembre chaque année. Ce dispositif a été présenté dans le *Point épidémiologique en région Grand Est* du 4 juin 2018.

Du 1^{er} mai au 29 juin 2018, dans les départements métropolitains effectuant la surveillance renforcée, ont été confirmés :

- 56 cas importés de dengue, dont 12 chez des personnes revenant d'un séjour à la Réunion (où sévit actuellement une [épidémie de dengue](#)) ;
- 1 cas importé de chikungunya ;
- 0 cas importé d'infection à virus Zika.

Aucun cas de transmission vectorielle autochtone n'a été détecté dans les départements métropolitains.

La répartition des cas importés en France métropolitaine selon les régions est présentée ci-dessous (tableau 1). Du 1^{er} mai au 29 juin 2018, **2 cas importés de dengue ont été confirmés dans le Grand Est**.



Région	Cas suspects signalés (cas validés)	Cas confirmés importés					Cas confirmés autochtones		
		Dengue	Chikungunya	Zika	Flavi-virus	Co-infection	Dengue	Chikungunya	Zika
Auvergne-Rhône-Alpes	31	10	0	0	0	0	0	0	
Bourgogne-Franche-Comté	3	0	0	0	0	0	0	0	
Centre-Val de Loire	0	0	0	0	0	0	0	0	
Corse	5	0	0	0	0	0	0	0	
Grand Est	8	2	0	0	0	0	0	0	
Hauts-de-France	0	0	0	0	0	0	0	0	
Île-de-France	17	8	0	0	0	0	0	0	
Nouvelle-Aquitaine	17	4	0	0	0	0	0	0	
Occitanie	36	9	1	0	0	0	0	0	
Pays de la Loire	2	2	0	0	0	0	0	0	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	111	21	0	0	0	0	0	0	
Total	230	56	1	0	0	0	0	0	

Tableau 1- Nombre de cas confirmés de chikungunya, de dengue, de Zika et d'infection à flavivirus*, par région impliquée dans la surveillance renforcée (cas comptabilisés uniquement pour les départements de niveau 1), du 1^{er} mai au 29 juin 2018

* Impossible de déterminer si infection à virus Zika ou dengue.

Liste des départements de niveau 1 :

Ain, Aisne, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Dordogne, Drôme, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Indre, Isère, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne.

SYSTÈME ALERTE CANICULE ET SANTÉ - BILAN 2017

Contexte

Le système d'alerte canicule santé (Sacs), prévu dans le cadre du Plan National Canicule (PNC), s'étend du 1er juin au 31 août. Il est coordonné par Santé Publique France et les Cire au niveau régional. L'objectif principal de ce système est de prévenir un fort impact de la chaleur sur la santé de la population.

L'activation des niveaux de vigilance dépend de l'expertise de Météo-France qui s'appuie sur les probabilités d'atteinte ou de dépassement simultané des seuils par les indices biométéorologiques (IBM) minimum et maximum au cours d'une même journée, et de facteurs aggravants tels que l'humidité, l'intensité de chaleur ou les éventuelles dégradations orageuses. Les IBM (minimal/maximal) correspondent à la moyenne des températures (minimales/maximales) prévues par Météo-France pour les 3 jours à venir (J, J+1, J+2).

Le PNC prévoit notamment, dès le passage en vigilance orange canicule, l'analyse quotidienne et à l'échelle départementale des recours pour des pathologies liées à la chaleur via les données des services hospitaliers d'urgence (réseau OSCOUR®) et des associations SOS Médecins. Ces regroupements sont constitués des passages aux urgences avec un codage diagnostic d'« hyperthermie et coup de chaleur », d'« hyponatémie » et de « déshydratation », et des consultations SOS Médecins, codées en « coup de chaleur » ou « déshydratation ».

Synthèse de la situation météorologique

• Episode caniculaire

Entre le 1er juin et le 31 août 2017, un épisode caniculaire a été recensé dans la région. Cet épisode a touché 5 départements, du 20 au 22 juin, l'Aube, la Marne, la Haute-Marne, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Il a été encadré par deux journées de fortes chaleurs, les 19 et 23 juin.

• Episode de fortes chaleurs

Un épisode de fortes chaleurs est survenu pendant la période de surveillance : du 5 au 7 juillet. Il a touché 2 départements : le Haut-Rhin et le Bas-Rhin.

Impact en termes de morbidité

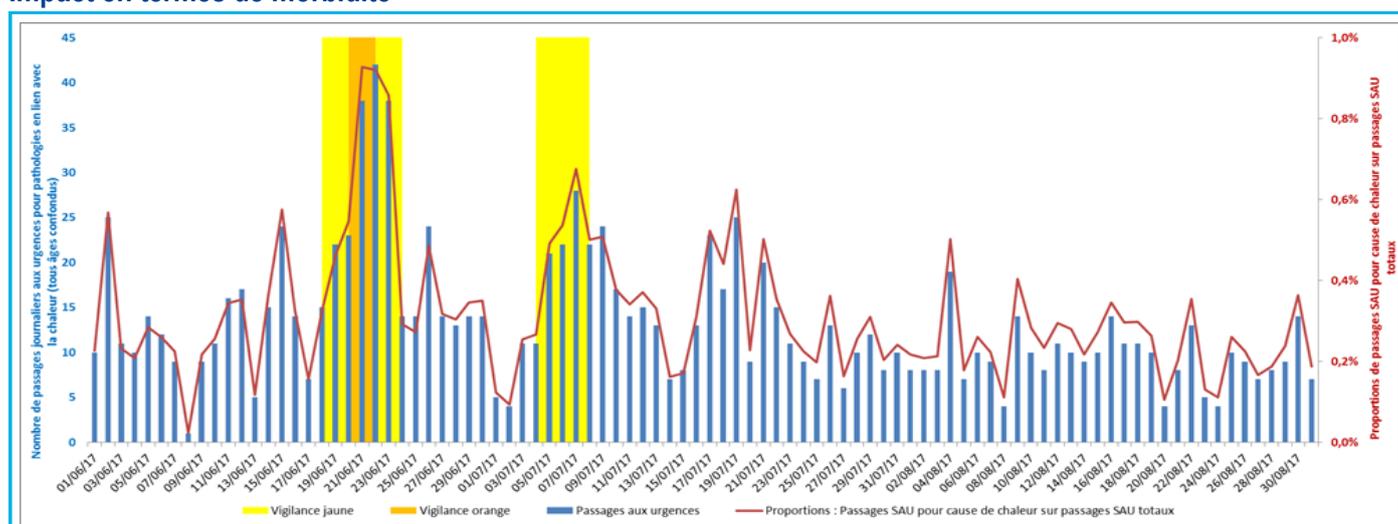


Figure 2 - Nombre quotidiens de passages SAU pour pathologies en lien avec la chaleur ; proportions de passages SAU pour pathologies en lien avec la chaleur par rapport aux passages SAU toutes causes confondues, du 1er juin au 31 août 2017.

Lors de l'épisode caniculaire du 20 au 22 juin :

- 103 passages aux urgences pour pathologies en lien avec la chaleur, dont 33 concernant des personnes âgées de plus de 75 ans ont été recensés durant l'épisode. Un pic de 42 passages aux urgences tous âges confondus a été observé le 22 juin (cf. figure 2). 41% de ces passages aux urgences ont été suivis d'une hospitalisation tous âges confondus.
- 60 consultations SOS Médecins pour pathologies en lien avec la chaleur, dont 6 concernant des personnes âgées de plus de 75 ans ont été recensées durant l'épisode. Un pic de 30 consultations (tous âges confondus) a été atteint le 22 juin (cf. figure 3).

Lors de l'épisode de fortes chaleurs du 5 au 7 juillet :

- 71 passages aux urgences pour pathologies en lien avec la chaleur, dont 35 concernant des personnes âgées de plus de 75 ans ont été recensés durant l'épisode. Un pic de 28 passages aux urgences (tous âges confondus) a été observé le 7 juillet (cf. figure 2). 59% de ces passages aux urgences ont été suivis d'une hospitalisation (tous âges confondus).
- 31 consultations SOS Médecins pour pathologies en lien avec la chaleur ont été recensées durant l'épisode. Un pic de 22 consultations (tous âges confondus) a été atteint le 7 juillet. (cf. figure 3).

SYSTÈME ALERTE CANICULE ET SANTÉ - BILAN 2017

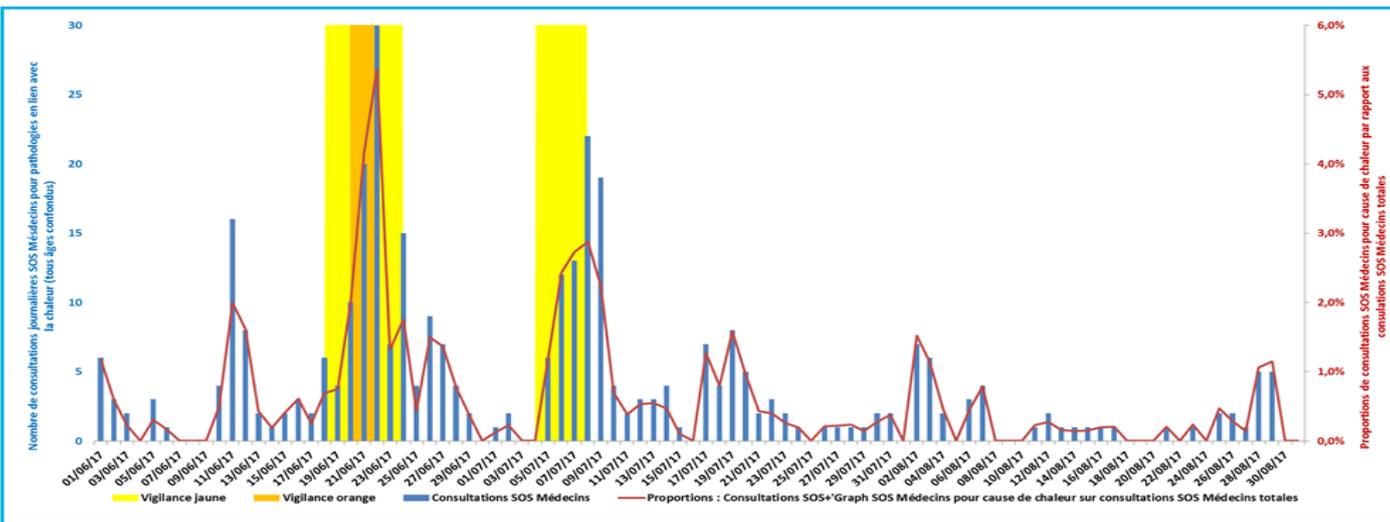


Figure 3 - Nombre quotidiens de passages SOS pour pathologies en lien avec la chaleur ; proportions de passages SOS pour pathologies en lien avec la chaleur par rapport aux passages SOS toutes causes confondues, du 1er juin au 31 août 2017.

Impact en termes de mortalité

- **Lors de l'épisode caniculaire du 19 au 23 juin :**

Durant la semaine 25, le nombre de décès hebdomadaires reste dans les fluctuations habituellement observées (cf. figure 4)

- **Lors de l'épisode de fortes chaleurs du 5 au 7 juillet :**

Durant la semaine 27, on n'observe pas d'augmentation inhabituelle du nombre de décès hebdomadaires (cf. figure 4).

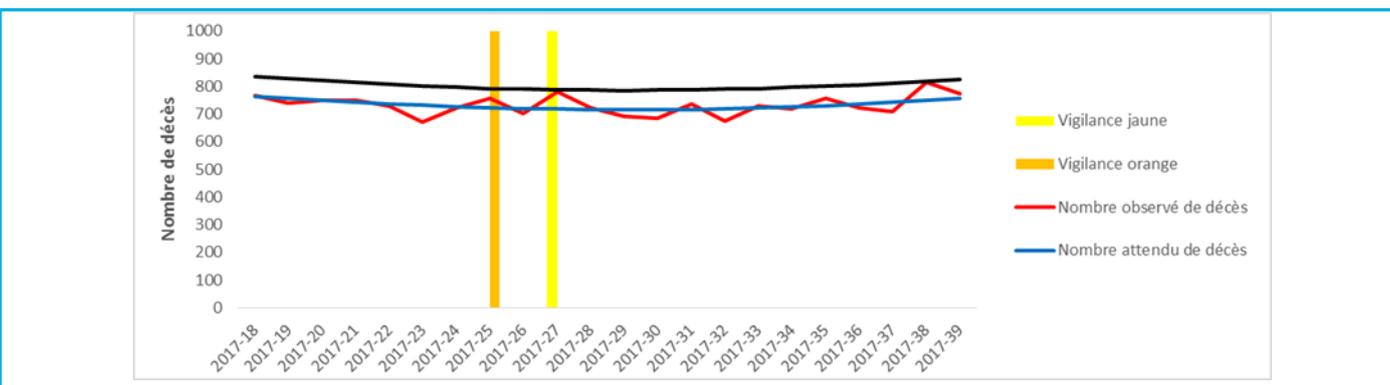


Figure 4- Fluctuation hebdomadaire du nombre observé et attendu de décès, tous âges, en 2017 – Région Grand Est

Recommandations

Une période de canicule peut entraîner un risque pour la santé des personnes exposées. Il ne faut donc pas attendre d'observer une variation des indicateurs sanitaires pour mettre en place les mesures de prévention recommandées par le PNC.

Les conseils de prévention, ainsi que les outils élaborés par le Ministère des Solidarités et de la Santé et Santé publique France sont en ligne :

- http://www.inpes.sante.fr/10000/themes/evenement_climatique/canicule/canicule-outils.asp
- <http://www.social-sante.gouv.fr/canicule>

Pour en savoir plus :

- Surveillance de la canicule : [Santé Publique France](http://www.santepubliquefrance.fr)
- Qualité de l'air : [Atmo Grand Est](http://www.atmo-grandest.fr)

MORTALITÉ TOUTES CAUSES

Synthèse des données disponibles

Sources : Données Insee suivant modèle Euromomo :

D'après les données disponibles au 4 juillet, la mortalité oscille dans les variations attendues.

Consulter les données nationales :

- Surveillance des urgences et des décès SurSaUD® (Oscour®, SOS Médecins, Mortalité) : [cliquez ici](#)
- Surveillance de la mortalité : [cliquez ici](#)

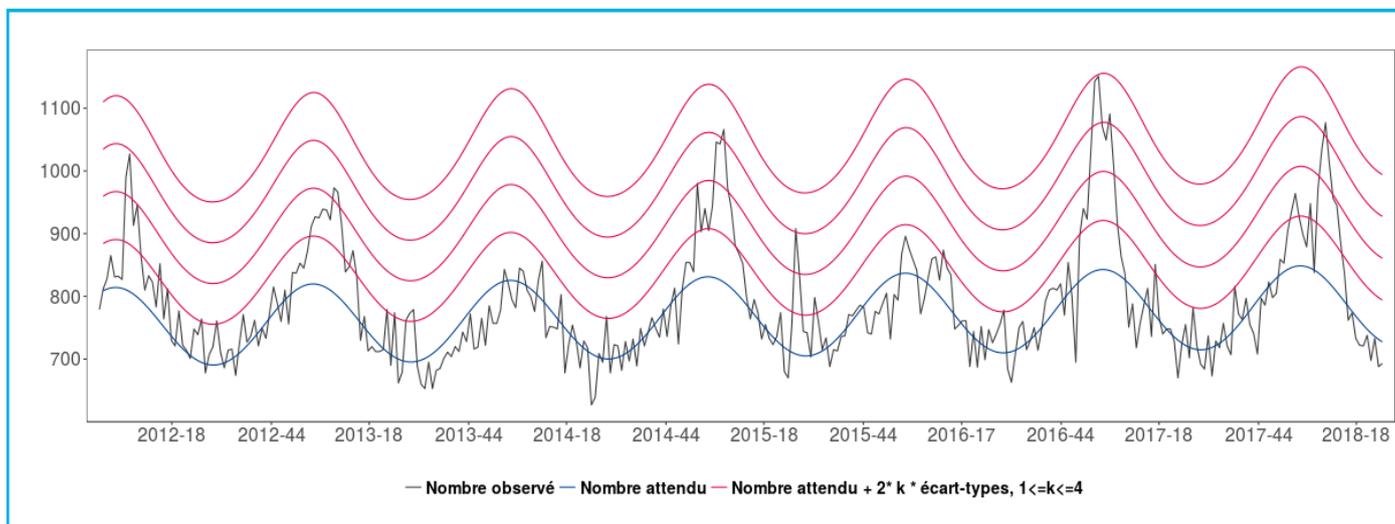


Figure 5 - Nombre hebdomadaire de décès toutes causes et tous âges confondus depuis la semaine 27-2011. Région Grand Est, dernière semaine incomplète (Source : Santé publique France - Insee)

Le point épidémiologique

Remerciements à nos partenaires :

Services d'urgences du réseau Oscour®,

Associations SOS Médecins de Meurthe-et-Moselle, Mulhouse, Reims, Strasbourg et Troyes,

Réseau Sentinelles,

Médecins déclarants

Autres partenaires régionaux spécifiques :

- Opérateurs de décontamination du Bas-Rhin (SLM 67) et du Haut-Rhin (Brigades vertes)

- l'Observatoire des urgences Est-Rescue,

- l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

Retrouvez nous sur : santepubliquefrance.fr

Twitter : @sante-prevention



Directeur de la publication

François Bourdillon

Directeur général

Santé publique France

Comité de rédaction

Michel Vernay

Oriane Broustal

Caroline Fiet

Nadège Marguerite

Christine Meffre

Luc Person

Sophie Raguét

Morgane Trouillet

Julie Wendling

Jenifer Yaï

Diffusion

Cire Grand Est

Tél. 03 83 39 29 43

GrandEst@santepubliquefrance.fr